

Entretien avec Patrick Braouezec,
président de Plaine Commune

*« Le communautarisme n'a
jamais empêché l'intégration »*



En 2016, Jean-Pierre Chevènement, sénateur du Territoire de Belfort, président d'honneur du Mouvement Républicain et Citoyen (MRC), déclarait : « 80 % des enfants en primaire ne maîtrisent pas la langue française à Saint-Denis, une ville qui compte 135 nationalités, mais il y en a une qui a quasiment disparu », sous-entendant la nationalité française. Vous avez été maire (PCF) de Saint-Denis pendant treize ans, vous êtes président de la communauté d'agglomération de Plaine Commune depuis 2005, qu'avez-vous ressenti ?

De la colère et de l'abattement. Une chose est vraie : 135 nationalités se côtoient à Saint-Denis. Mais deux affirmations sont fausses : sur cette commune, 10 % des jeunes qui quittent le CM2 ont des difficultés de lecture, ce qui est dans la moyenne nationale. J'ai été instituteur pendant vingt ans, je sais de quoi je parle. Et 73 % des habitants de Saint-Denis sont français, n'en déplaise à M. Chevènement. Laisser entendre que des citoyens ne sont pas français parce qu'ils n'ont pas la bonne couleur de peau, c'est se faire le relais des idées du Front national.

Comment définissez-vous la mixité sociale ?

Je dirais que c'est le mélange sur le même territoire de personnes d'origines différentes, de classes sociales différentes, de religions différentes, d'âges différents... A ce titre, la ville de Saint-Denis est beaucoup plus diverse que dans les années 1960, quand elle était peuplée à 75 % d'ouvriers. Mais je me méfie de ce concept : lorsque des élus font référence à la mixité sociale, c'est souvent pour éloigner les plus pauvres. Dire : « il faut plus de mixité sociale » aboutit souvent à : « il faut moins de pauvres là où je suis ». Derrière ce terme se cache souvent le refus de l'autre, de la diversité... Paradoxalement, c'est une façon de refuser l'idée qu'il devrait y avoir de la mixité sociale partout sur le territoire français.

Pourtant, les politiques publiques, en particulier la loi SRU, font de la mixité sociale un objectif prioritaire. Comment l'interprétez-vous ?

Je ne sais pas. Cela fait partie de notre culture, de nos traditions. Notre idéal républicain implique le brassage des populations et refuse l'approche communautaire en vigueur dans certains pays comme le Royaume-Uni. Le problème, c'est que la mixité sociale ne se décrète pas ! Elle est vue comme un moyen de tirer vers le haut certains quartiers qu'on qualifie de « difficiles ». Mais le regard qu'on porte sur ces quartiers est plein de préjugés. Beaucoup de gens y naissent, grandissent, étudient, travaillent et réussissent leur vie ici ou ailleurs. Ce sont des parcours positifs dont on ne parle pas.

La République est-elle compatible avec le communautarisme ?

A condition que ce soit un communautarisme ouvert, qui permette de faire jouer des solidarités, je le pense. Les premières communautés qui se sont installées à Saint-Denis étaient des Bretons. Leur migration était organisée par leur paroisse d'origine en lien avec les chefs d'entreprise de la région francilienne, qui avaient besoin de bras. Puis il y a eu les Espagnols et les Portugais, qui fuyaient la dictature. Le communautarisme n'a jamais empêché l'intégration. Aujourd'hui, ceux qui s'installent arrivent du Soudan, d'Érythrée, du Vietnam et de beaucoup d'autres pays... mais la problématique reste la même. Leur premier réflexe est de chercher du réconfort auprès de personnes partageant la même culture. La communauté solidaire permet ainsi de se forger des racines, c'est une étape vers l'intégration. En revanche, je combats le communautarisme qui isole, qui incite au repli sur soi...

Depuis trente ans, la principale ambition des politiques de la ville est de faire revenir les classes moyennes dans les quartiers difficiles. Le bilan est plutôt décevant...

Les politiques de la ville se heurtent à de nombreuses contradictions. Il y a des effets très pervers à considérer les habitations étiquetées PLS (prêt à taux préférentiel accordé pour la construction, l'achat, la réhabilitation d'un logement destiné à être loué comme logement social), qui ciblent les classes moyennes, comme du logement social, au même titre que celles siglées PLA ou PLAI, destinées aux ménages modestes. En privilégiant les PLS, les communes favorisées se dispensent d'accueillir ces familles. A l'arrivée, on concentre la pauvreté. C'est pourquoi il faut changer ces règles.

Quels sont les ingrédients à réunir pour favoriser la mixité sociale ?

La requalification des cités joue un rôle important, même si elle s'adresse en priorité aux habitants vivant dans ces quartiers. Pour attirer les classes moyennes, il faut créer du « commun » : aménager les espaces publics, améliorer l'offre de loisirs, l'éducation, la culture, les installations sportives... Dans ces domaines, les initiatives lancées par les villes de Plaine commune, par l'agglomération et par les associations portent leurs fruits : Saint-Denis a gagné 20 000 habitants en quinze ans, dont beaucoup sont venus des Hauts-de-Seine.



Vous vous êtes battus pour avoir le Stade de France à Saint-Denis, qui a contribué à changer les regards sur la banlieue...

L'aventure a démarré en 1993 lorsque la décision a été prise d'installer le stade à Saint-Denis. Jusqu'en 1998, seuls quelques promoteurs y croyaient, puis les choses se sont accélérées après la victoire de l'équipe de France de football, dans l'euphorie « black-blanc-beur ». Nous avons posé nos conditions : couverture de l'autoroute A86, prolongement de la ligne 13 du métro, création de deux gares RER... Le Stade de France a été la locomotive du renouveau économique de la Plaine Saint-Denis. Il nous a permis d'attirer de grandes entreprises comme Generali, EDF ou la SNCF dans le parc d'affaires du Landy. La mayonnaise a pris car le prix du mètre carré y était nettement inférieur à celui de La Défense ou de Paris, parce que nous étions idéalement placés entre la capitale et l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, et parce que notre choix de privilégier un urbanisme de rue, avec des immeubles ne dépassant pas cinq à huit étages, s'est révélé payant. Le renforcement du maillage de transports collectifs au début des années 2000, notamment avec trois lignes de tramway, a encore accru l'attractivité de cette zone.

Le parc d'affaires du Landy est un succès, mais il y a peu d'interactions entre ceux qui y travaillent et la population dionysienne. Sur le plan de la mixité sociale, on peut difficilement parler de réussite !

Lorsque des gens différents partagent le même territoire, des relations existent. Vous seriez étonné d'assister à des matchs de football inopinés entre les jeunes des quartiers et les employés des grandes entreprises du Landy. Vous pouvez trouver ces relations superficielles, mais elles existent. Comprenez : on construit dans la durée. Nous n'allions pas demander aux entreprises qui s'installaient à Saint-Denis de licencier leur personnel pour embaucher des gens d'ici ! Cela dit, de plus en plus de gens vivent et travaillent à Plaine commune. L'agglomération a signé en 2005 une charte avec 120 entreprises pour favoriser l'embauche. Plus de 6 000 emplois depuis ont bénéficié à des gens du territoire. On peut trouver le verre à moitié vide, mais le plus important, c'est que nous avons redonné de l'espoir aux gens de la banlieue nord. Lorsqu'ils



voient les entreprises s'installer, ils se disent que leurs enfants en profiteront... Si le Front national a recueilli ici 10 % des voix lors de la dernière élection présidentielle, alors qu'il y a encore beaucoup de pauvreté, c'est parce que nous n'avons pas perdu nos repères. Les habitants de la banlieue nord ont des perspectives d'avenir.

Les batailles de l'emploi et de la mixité sociale ne peuvent s'envisager que dans la durée. Les maires qui ont réussi ont bénéficié de temps. Par exemple, l'actuel ministre de l'intérieur, Gérard Collomb, a dirigé Lyon pendant quinze ans...

La métropole lyonnaise, le Grand Lyon, renvoie une image dynamique, notamment sur le plan de l'emploi. Elle continue d'attirer de nouveaux habitants. Mais c'est aussi une question de taille : il est plus facile de créer une dynamique positive à l'échelle d'une agglomération de 1,3 million d'habitants qu'en Ile-de-France, qui en regroupe 12 millions. Il est important de savoir ce que l'on recherche au travers des politiques de la ville. Est-ce substituer aux ménages défavorisés vivant dans des quartiers difficiles une nouvelle population de classes moyennes ? Est-ce permettre à ces gens de rester sur place et d'accéder à de meilleures conditions de vie, notamment grâce à la requalification de leur habitat ? En France, on retient surtout le premier objectif, qui aboutit trop souvent à la disparition des familles les plus pauvres de leur quartier d'origine. Leur éviction est d'autant plus rapide que les forces du marché sont puissantes. Dans le nord de Paris, boulevard Macdonald par exemple, le prix du mètre carré atteint 8 000 euros. Si l'on franchit le périphérique, 400 mètres plus loin, au métro Front populaire, les prix sont divisés par deux. Beaucoup de ménages parisiens s'y installent à la recherche d'appartements plus grands et moins chers. Les ménages modestes qui vivent dans ce quartier pourront difficilement y rester, à moins d'une politique volontaire de la mairie, qui préempte de nombreux logements pour limiter la flambée des prix de l'immobilier.

La gentrification, l'installation des « bourgeois-bohèmes » dans des quartiers populaires, a des effets pervers, mais a-t-elle le mérite de permettre un brassage social ?

Je n'appelle pas ce phénomène « gentrification ». Dans la réalité, la ville se coupe en deux. On l'observe à Montreuil, par exemple. Le bas Montreuil devient progressivement un prolongement de la capitale, tandis que les Parisiens ne s'aventurent pas dans les cités du haut Montreuil. Heureusement, Saint-Denis et Aubervilliers ne suivent pas le même chemin. Je précise que je n'utilise pas le terme « bobo », car il n'a pas de sens. Par exemple, ma fille a 41 ans, elle est intermittente du spectacle, elle pourrait passer pour la parfaite bobo. Sauf qu'elle n'a rien d'une bourgeoise : pour preuve, suite à des difficultés financières, elle a dû revenir habiter chez ses parents. Les réalités individuelles sont beaucoup trop diverses et complexes pour être réunies sous cette étiquette. Lorsqu'il existe dans une ville une population fragile constituée de ménages pauvres, de SDF et de sans-papiers, l'alternative est de faire avec elle ou sans elle. S'en débarrasser est facile, puisque cette population a du mal à faire valoir ses droits. Mon objectif est de permettre à ces ménages de rester sur place.

Vous voulez créer un pont habité de 350 mètres de long, qui enjambera le faisceau ferroviaire partant de la gare du Nord, le plus large d'Europe, afin de relier le Stade de France, un quartier tertiaire, au carrefour Pleyel, une zone plutôt défavorisée de Saint-Denis. Un beau symbole de mixité sociale...

Ce ne sont pas deux mondes que tout oppose : il y a pas mal d'habitations dans le quartier du Landy. Nous avons besoin d'un second axe de circulation Est-Ouest pour fluidifier les transports et attirer de nouvelles entreprises. Il y a beaucoup de foncier mutable dans la Plaine Saint-Denis et à Pleyel susceptible de les accueillir. Les friches industrielles, qui faisaient notre malheur dans les années 1980, deviennent un atout considérable. Environ 40 % de notre territoire est mutable ! Grâce au contrat de développement territorial, notre ambition est d'attirer en priorité des entreprises appartenant aux secteurs de l'image, du cinéma, du spectacle vivant... Saint-Denis a toujours été un territoire de culture et d'innovation, nous voulons perpétuer cette tradition. Comme l'annonce le philosophe Bernard Stiegler, nous entrons dans un nouveau cycle économique, une nouvelle ère. Emmanuel Macron, qui soutient notre projet, l'a parfaitement compris.

Paris a obtenu les Jeux olympiques de 2024 : le village olympique sera construit autour de la Cité du cinéma de Luc Besson, à cheval entre Saint-Denis et Saint-Ouen. Dans quelle mesure la construction de ce nouveau quartier pourrait-elle favoriser la mixité sociale ?

A Barcelone, l'ancien village olympique, uniquement consacré au logement, est devenu le quartier le plus difficile de la ville. Et les expériences malheureuses de Pékin et de Rio nous incitent à penser qu'il faut imaginer autre chose. Nous avons déjà la cité des 3 000 à Aulnay, nous n'allons pas créer la cité des 3 500 à Saint-Denis et à Saint-Ouen ! Notre objectif est de construire un véritable quartier de ville équilibré, c'est-à-dire mélangeant logements, bureaux, commerces, espaces verts, espaces culturels... Pour réussir, nous devons prendre en compte ce que sera le travail en 2024, c'est-à-dire avec une montée en puissance des fablabs (laboratoire de fabrication), des centres de coworking, du télétravail... Les équipements publics devront aussi être réversibles. La mixité sociale se fera naturellement car nous proposerons une palette de logements diversifiée. Encore une fois, elle ne se décrète pas !

PROPOS RECUEILLIS PAR JÉRÔME PORIER